

production de défense nous a prouvé que ses membres se croyaient tous des surhommes, qu'ils avaient réponse à tout. Nous en avons eu un autre exemple cette année, avec le recours à la clôtüre pour le débat sur le pipe-line. Et maintenant, par ses décisions dans la crise de Suez, le présent Gouvernement a fait de novembre 1956 la période la plus honteuse de l'histoire du Canada. (*Exclamations*). Il est grand temps que le Canada ait un Gouvernement plus conforme à la droiture et au courage de sa population. Il est grand temps qu'il ait un Gouvernement qui ne poignardera pas ses meilleurs amis dans le dos.

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord à féliciter les motionnaires de l'Adresse (MM. Legaré et Weselak). Membres précieux de notre délégation à l'Assemblée de New-York, ils continueront, dès que le présent débat sera terminé, à rendre service à leur pays et à la cause de la paix à l'Assemblée des Nations Unies.

Nous sommes en face aujourd'hui d'une situation grave et dangereuse, une situation beaucoup trop grave pour qu'on l'envisage sous le seul angle des partis. D'après le préopinant, le Canada est le tâcheron des États-Unis. Notre passé, monsieur l'Orateur, nous donne le droit d'affirmer que nous n'avons pas servi et que nous ne servirons pas de tâcheron aux États-Unis. S'il est à éviter d'être un tâcheron pour les États-Unis, il est tout autant à éviter d'être un tâcheron colonial courant ça et là et n'ayant à la bouche que les mots "A vos ordres!" Un journal conservateur bien connu, le *Journal d'Ottawa*, louant la ligne de conduite que le Gouvernement a adoptée aux Nations Unies récemment, ligne de conduite, a dit le journal, faite de prudence et de modération, ligne de conduite où il est tenu compte des liens d'amitié, terminait son éditorial du 31 octobre sur cette question par les mots que voici:

En mettant les choses au mieux, pour quelque temps nous serons fort menacés d'une guerre générale. Apprenons à réfléchir avant de bavarder.

Bavarder au lieu de réfléchir. Si nous manquons notre coup à cause de vaines paroles et d'irréflexion au cours de nos efforts en vue de régler les problèmes auxquels font actuellement face notre pays et le monde, peu importe qui sera auréolé ou qui sera humilié.

On a proposé un amendement à la motion. Je puis bien le dire tout de suite, et personne n'en sera surpris à la Chambre: il s'agit d'un amendement qui ne mérite aucun appui. J'espère démontrer que les faits qui y sont exposés sont inexacts et que les conclusions qui en découlent sont fausses.

[M. Green.]

Mais avant de parler des questions relatives au Moyen-Orient, telles qu'elles sont mentionnées dans le discours du trône et dans l'amendement, on me permettra de dire un mot de la Hongrie. A Ottawa aussi bien qu'à l'Assemblée des Nations Unies, le Gouvernement du Canada a déjà exposé son attitude en la matière. Nous avons été témoins d'une des plus hideuses et brutales trahisons d'un peuple dont l'histoire fasse mention, d'un peuple qui demandait uniquement à se libérer de la domination coloniale des communistes et réclamait le droit de conduire ses propres affaires. Ce que vient de faire l'Union soviétique en Hongrie jette une lumière sinistre sur les protestations de ceux qui affirmaient que le stalinisme est maintenant révolu et que nous en sommes à la période de coexistence pacifique. Les buts et les méthodes qui restent toujours, je le crains, ceux de la puissance soviétique n'ont jamais été exposés de façon plus significative. Les chars et les canons soviétiques ont tué des Hongrois combattants de la liberté, mais ils n'ont pu et ne pourront détruire la liberté hongroise.

Que peuvent faire le Canada et les Nations Unies? Nous pouvons aider les victimes de ce régime de terreur. On nous a dit hier soir ce que nous faisons en ce sens. Par l'intermédiaire des Nations Unies, nous pouvons continuer d'exposer à l'opinion mondiale, à la conscience du monde, à la force morale de l'opinion publique mondiale les actes sauvages de l'Union soviétique. Nous pouvons faire de notre mieux pour aider ainsi les Hongrois et pour que les Nations Unies pénètrent en Hongrie par l'entremise d'observateurs et d'investigateurs. Nous devons continuer de tendre vers cet objectif, mais nous ne rendrions pas service au peuple hongrois,—je pense que nous pourrions lui nuire,—si nous lui promettons de le libérer par la force, promesse que nous ne pourrions remplir actuellement. Il y a, cependant, quelque raison d'espérer dans les indices de plus en plus nombreux que l'Europe orientale commence maintenant à se libérer des chaînes de l'esclavage et de l'oppression russes, mouvement qui se manifeste en ce moment à l'Assemblée des Nations Unies.

J'en arrive, maintenant, monsieur l'Orateur, au Moyen-Orient. Les débats qui se déroulent en cette enceinte,—et nous ne siégeons que depuis quelques heures,—ont déjà révélé une divergence de vues très marquée entre le Gouvernement et l'opposition officielle. Les discours du chef suppléant de l'opposition (M. Rowe) et de l'honorable représentant de Vancouver-Quadra (M. Green), qui vient justement de reprendre son siège, l'ont manifesté clairement. L'opposition offi-